

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 28 mars 2019
(Convocation du 21 mars 2019)

Aujourd'hui, le vingt-huit mars deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Dominique DEGOS et Céline SALLES

Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Gérard CASTET, Yves LAHOUN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusés :

Mesdames Laurence ANCIEN et Nathalie BARROUILLET

Messieurs Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Céline SALLES

OBJET : Affaires générales / Biodiversité - Opportunité de la poursuite du portage de l'animation des documents d'objectifs de sites Natura 2000 par l'Institution Adour

Exposé des motifs :

L'Institution Adour s'est impliquée dans la démarche Natura 2000 à partir de 2008, avec le portage de l'élaboration des plans de gestion, appelés « documents d'objectifs » (DOCOB), de deux sites interdépartementaux couvrant l'Adour de ses sources à l'embouchure. Puis, l'Institution Adour a porté l'animation de la mise en œuvre de ces DOCOB après leur approbation respective par arrêtés préfectoraux (2011 et 2012). Le temps de personnel consacré par l'Institution Adour à son implication dans la démarche Natura 2000 a sensiblement évolué au fil des années, passant de 2 ETP (1 ETP pour chacun des 2 sites) pendant la période de l'élaboration des DOCOB et le début de la mise en œuvre, à environ 0,5 ETP en 2018.

Outre une animation des relations avec les différents acteurs des territoires concernés, la mise en œuvre d'un DOCOB passe notamment par des « contrats » individuels, d'une durée de 5 ans, entre l'État et les exploitants agricoles ou les titulaires de droits sur des parcelles incluses dans le site concerné, formalisant l'engagement volontaire à la mise en œuvre d'actions visant à participer à l'entretien, à la restauration d'habitats ou à des actions portant sur les espèces ; ainsi que des actions ne relevant pas de la contractualisation (études ; démarches de sensibilisation, de formation, etc.). L'Institution Adour a rencontré, dans la mise en œuvre des DOCOB par le biais de la contractualisation, des difficultés de nature foncière, technique, administrative et financière. Au total, un faible nombre de contrats (une dizaine) a été passé, le plus souvent avec des collectivités, et pour de faibles surfaces (souvent 1 à 2 ha par contrat). En comparaison, il convient de signaler que d'autres types de démarches dans lesquelles l'Institution Adour s'est impliquée (comme les projets agroenvironnementaux et climatiques), se sont avérés mieux adaptés que Natura 2000 à couvrir des territoires importants avec plus de cohérence.

La personne chargée, entre autres, des opérations Natura 2000 au sein de l'Institution Adour a quitté l'EPTB en août 2018, entraînant une double nécessité : une nouvelle répartition des missions au sein du service « Biodiversité » afin de faire face aux engagements pris sur Natura 2000 sur l'année 2018 ; et une réflexion sur l'avenir, à court et moyen terme, de l'implication de l'EPTB dans cette politique.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



À ce jour, l'Institution Adour est liée à l'État par deux conventions techniques et financières, signées au premier trimestre 2018, lui confiant la mission d'animation de chacun des deux DOCOB respectivement, pour une durée de 3 ans (2018-2020). Ces conventions, similaires dans leur forme, prévoient une clause d'externalisation éventuelle de tout ou partie de la mission d'animation, ainsi qu'une clause de résiliation pour diverses raisons (dont la demande motivée de l'une des parties, présentée au moins 3 mois à l'avance).

Trois scénarios sont envisagés :

- 1) la poursuite de l'implication de l'Institution Adour dans Natura 2000, selon un dispositif similaire à celui prévalant en 2018 (maîtrise d'ouvrage et mise en œuvre de l'animation par Natura 2000). Au regard des évolutions récentes de l'organigramme de l'EPTB, ceci pourrait nécessiter des adaptations, notamment sur le personnel impliqué dans l'animation ;
- 2) la poursuite de la maîtrise d'ouvrage par l'Institution Adour, et l'externalisation de tout ou partie de la mise en œuvre par l'animation. Ceci ouvrirait la voie à une modulation de l'implication de l'Institution Adour en termes de personnel, et probablement à une meilleure adaptation du niveau humain et géographique des interventions auprès des acteurs du territoire. Les implications financières (ingénierie interne à l'Institution Adour et interventions externalisées) seraient similaires à celles du scénario n°1 ;
- 3) l'arrêt de l'implication de l'Institution Adour dans Natura 2000. Ce scénario, réduisant totalement la charge financière de l'IA, présente le risque d'une déconnexion de l'Institution Adour de la démarche Natura 2000 à l'échelle du bassin de l'Adour, voire à l'échelle régionale.

Les scénarios 2 et 3 nécessiteraient à la fois une information de l'État et des partenaires techniques et financiers déjà impliqués, et des contacts auprès de structures susceptibles d'être sollicitées pour l'externalisation (syndicats de rivière, associations assurant déjà la mise en œuvre d'animation Natura 2000, etc...) et/ou pour la maîtrise d'ouvrage de l'animation.

Plus largement, la réflexion sur l'opportunité de la poursuite de l'implication de l'Institution Adour doit prendre en compte l'implication de l'EPTB dans diverses politiques de bassin touchant aux milieux et espèces aquatiques (y compris les démarches de gestion intégrée), l'EPTB semblant être la bonne échelle pour la mise en cohérence de ces politiques, et au regard des missions données aux EPTB par l'article L.213-12 du code de l'environnement modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

À l'issue des discussions tenues lors du comité syndical de décembre 2018, il a été souhaité un complément d'informations afin de mieux appréhender la question du portage des actions Natura 2000.

Des contacts informels ont été engagés par les services de l'Institution Adour avec les services techniques de structures susceptibles de prendre la suite pour le portage et l'animation respectifs des deux sites Natura 2000, au regard de leurs actions déjà menées dans ce domaine et de proximité d'implantation et d'activité avec les territoires concernés :

- pour le site « Vallée de l'Adour », avec le syndicat mixte Adour amont, d'une part, et avec l'ADASEA du Gers (déjà animatrice d'autres sites N2000, dont celui des Étangs d'Armagnac), d'autre part ;
- pour le site « L'Adour », avec Landes Nature et le CPIE Seignanx Adour, structures déjà impliquées dans l'animation d'autres sites N2000, dont ceux des barthes de l'Adour et du réseau hydrographique de la Midouze.

Les contacts se poursuivent en ce sens.

L'ensemble de ces éléments conduit les services de l'Institution Adour à proposer au comité syndical de retenir et mettre en œuvre le scénario n°3, celui de l'arrêt de l'implication de l'Institution Adour dans Natura 2000.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- D'opter pour le scénario numéro 3
- D'autoriser le Président à effectuer toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 28 mars 2019 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE